

Brexit : les Français dans le brouillard, mais sereins

LE CERCLE/TRIBUNE - Selon un sondage OpinionWay-Tilder pour « Les Echos », les Français ne se montrent pas inquiets à l'approche du divorce entre l'Europe et le Royaume-Uni. Pour Jérôme Dupuy, ils sont tellement perdus dans les méandres du Brexit qu'ils n'en perçoivent pas les dangers.

À l'heure où la situation politique outre-Manche atteint un degré de confusion inédit, l'enquête d'opinion « Eurotrack Opinion Way - Tilder pour 'Les Echos' et Radio Classique » permet de saisir la perception que les Français se font du Brexit et de ses conséquences. Le nuage d'inquiétude qui entoure l'avenir du Royaume-Uni, après le rejet par la Chambre des communes de la totalité des alternatives au projet d'accord négocié par Theresa May, semble s'être arrêté aux frontières hexagonales.

C'est sans doute le chiffre le plus marquant de cette enquête : 73 % des Français interrogés considèrent que la sortie du Royaume-Uni n'aura aucun impact sur leur vie professionnelle. D'aucuns penseront peut-être que cette relative sérénité traduit une confiance en l'avenir ou, mieux, une lucidité extrême quant à la répartition du « choc économique ».

Certes, les études tendent à montrer que c'est le Royaume-Uni qui absorberait la majeure partie des effets négatifs liés à une sortie, a fortiori si celui-ci a lieu sans accord. La Banque d'Angleterre estime qu'un Brexit sans accord de divorce à l'amiable amputerait le PIB britannique de 9,3 % en 15 ans.

Un feuilleton... complexe

Mais gardons-nous des explications trop simples ! Une grille de lecture strictement rationnelle ne peut être

qu'incomplète lorsqu'il s'agit de comprendre les mouvements d'opinion. En réalité, l'apparente sérénité française quant aux conséquences du Brexit peine à masquer la confusion et le désintérêt.

Au cours des dernières semaines, les péripéties du feuilleton britannique ont fini par assommer les citoyens britanniques comme européens, à tel point d'ailleurs qu'il leur est devenu impossible de distinguer les conséquences concrètes d'un éventuel retrait. Impossible d'apercevoir l'iceberg lorsque l'on navigue dans le brouillard.

Les jeunes actifs (25-34 ans) se montrent néanmoins plus inquiets que le reste de la population : 50 % d'entre eux estiment que le Brexit peut affecter leur vie professionnelle. Que le sentiment d'anxiété soit davantage présent au sein des jeunes générations n'étonnera guère et s'explique par au moins trois raisons : une situation plus difficile sur le marché de l'emploi, des modes de vie plus nomades et, enfin, une conscience plus aiguë des réalités de la mondialisation ou, autrement dit, des logiques d'interdépendances économiques.

La France coupée en deux

À deux mois des élections européennes, quelle interprétation les décideurs politiques français peuvent-ils faire de ces résultats ? Sans doute doivent-ils les lire de ma-

nière inversée : si les Français sont peu nombreux à redouter les effets d'une sortie du Royaume-Uni, cela signifie qu'une nette majorité ne perçoit pas les bénéfices liés à sa présence.

Et, au-delà de la place singulière que nos voisins ont toujours occupée au sein de l'Union européenne - souvenons-nous du fameux « I want my money back » - c'est l'intérêt même de l'intégration économique qui est remis en cause par les citoyens interrogés. Il s'agit en ce sens d'un signal extrêmement fort adressé aux candidats à deux mois du scrutin.

Cela n'est d'ailleurs pas surprenant au regard de l'immense défiance à l'égard du projet européen. Celui-ci apparaît manifeste lorsque l'on questionne les Français sur le « mode de sortie » qui aurait leur faveur. 46 % des personnes interrogées déclarent préférer un Brexit rapide et sans accord lorsque 49 % d'entre elles se disent prêtes à attendre, à la faveur de négociations prolongées, un départ effectué en bonne intelligence. Sur cette question technique, l'opinion semble donc divisée en deux blocs d'importance presque égale.

Une telle segmentation n'est pas nouvelle. Depuis les référendums au sujet du traité de Maastricht en 1992 ou du traité constitutionnel en 2005, celle-ci obéit au clivage entre la « France du oui » et la « France du non ». Sans doute préfigure-t-elle aussi la confrontation électorale qui s'annonce et éclipsera bientôt les tergi-

versations britanniques.

Jérôme Dupuy est directeur au sein
du cabinet Tilder. ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Lire aussi : Brexit : près de la moitié des Français favorable à un « no deal » <https://www.lesechos.fr/monde/europe/0600983955087-brexit-pres-de-la-moitie-des-francais-favorable-a-un-no-deal-2256081.php>

